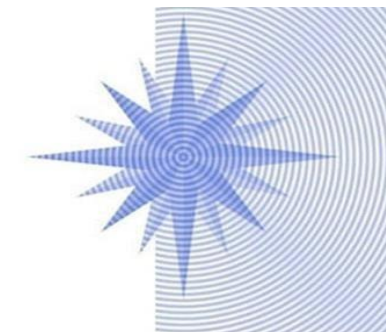


Questionnaire Wolfsberg Correspondent Banking Due Diligence Questionnaire (CBDDQ)

Glossaire

Avril 2021



Banco Santander
Bank of America
Barclays
Citigroup
Credit Suisse
Deutsche Bank
Goldman Sachs
HSBC
J.P. Morgan Chase
MUFG Bank
Société Générale
Standard Chartered Bank
UBS

**the
Wolfsberg
Group**

NOTE :

*****Cette traduction est fournie à titre indicatif uniquement. En cas de doute sur l'exactitude du contenu, c'est la version anglaise qui fait foi.*****
*****This translation is provided for information purposes only. In case of doubt on the accuracy of any content, the English original version shall prevail.*****

présentation

Le Correspondent Banking Due Diligence Questionnaire (« CBDDQ ») ou questionnaire sur le devoir de vigilance en matière de correspondance bancaire a été publié auprès de la communauté bancaire en octobre 2017. Parallèlement aux principes de publication, de remplissage des questionnaires et à la foire aux questions (« FAQ »), le glossaire a été élaboré pour fournir davantage de contexte et de précisions sur le CBDDQ, à la suite des observations formulées par les différents secteurs.

Ce glossaire reste un document dynamique et sera par conséquent mis à jour de manière à introduire toute nouvelle terminologie nécessaire. Le numéro indiqué en couverture et en pied de page du présent document permet d'identifier sa version.

1st Line of Defense 1^{re} ligne de défense	La première ligne de défense fait référence aux fonctions situées en première ligne, celles en contact avec le client, comme c'est le cas par exemple pour la ligne métier.
2nd Line of Defence 2^e ligne de défense	La deuxième ligne fait référence aux différents responsables des risques, qui soutiennent la première ligne de défense, comme la direction de Conformité, des risques ou juridique.
3rd Line of Defence 3^e ligne de défense	La troisième ligne de défense se réfère au contrôle périodique.
ABC	<i>Anti-Bribery & Corruption</i> = Lutte contre la corruption
Adverse Information Screening Filtrage des informations négatives	Filtrage en continu des informations potentiellement négatives ainsi que de toutes les autres informations négatives identifiées en relation avec les clients de l'entité et gestion des alertes générées.
Affiliate Société affiliée	Une société qui contrôle, ou est contrôlé par, ou est sous contrôle commun avec, le participant. Le contrôle d'une société est défini comme (a) la propriété, le contrôle ou la détention avec droit de vote de 20 % ou plus de titres de la société ; ou (b) la consolidation de la société à des fins d'information financière.
AML LCB	Lutte contre le blanchiment des capitaux (LCB)
Anonymous Account or Fictitious Names Compte anonyme ou noms fictifs	Un compte bancaire dont les caractéristiques ne permettent pas d'en identifier le détenteur. Un compte bancaire pour lequel il s'avère impossible d'identifier le véritable détenteur ou la société détenant ce compte à partir du nom du compte (par exemple, le compte est identifié uniquement par des numéros ou des codes).
Arms, defence, military Armes, défense, militaire	Les clients représentant des entreprises, des gouvernements, des départements militaires et autres entités qui fabriquent, vendent, achètent ou utilisent des armes à des fins défensives ou offensives. On entend par armes les éléments suivants (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> - les armes à feu, les munitions, les bombes, les missiles et les mines terrestres ; - les plateformes d'armes, telles que les chars, les avions de combat, les véhicules armés, les navires de guerre, les porte-avions, les canonnières, les sous-marins et les véhicules aériens sans pilote (drones) équipés de missiles, - les plateformes vendues non équipées d'armes mais conçues et prévues pour servir de support à des armes après leur vente ; - pièce majeure d'une arme ou d'une plateforme d'armes qui n'a généralement pas d'autre usage qu'un usage militaire, par exemple, la tourelle d'un char, le canon d'une arme à feu ou la carcasse d'un missile.

Atomic power Energie nucléaire	Forme d'énergie produite à partir d'une réaction nucléaire, capable de produire une source électrique alternative à celle produite par le charbon, le gaz ou le pétrole.
Authorised Signatories Signataires habilités	Un signataire habilité est une personne enregistrée auprès de la banque qui a toute autorité sur le ou les comptes d'un client ou qui est autorisé à exercer un autre type de contrôle sur l'activité de ce même client. Celui-ci est également dénommé représentant légal.
Bearer Shares Actions au porteur	Les actions au porteur sont des actions dont la propriété est attribuée à quiconque détient les certificats d'actions correspondantes. Le caractère anonyme qui les accompagne augmente le risque de crime financier dans la mesure où le changement de propriété peut avoir lieu par simple transfert physique, généralement sans inscription au registre des actionnaires. Les actions cotées en bourse ne sont pas considérées comme des actions au porteur dans ce contexte.
Beneficial Owner Bénéficiaire effectif	L'expression bénéficiaire effectif désigne la ou les personnes physiques qui en dernier lieu* possèdent ou contrôlent un client et/ou la personne physique pour le compte de laquelle une opération est effectuée. Sont également comprises les personnes qui exercent en dernier lieu un contrôle effectif sur une personne morale ou une construction juridique. *Les expressions « en dernier lieu possèdent ou contrôlent » et de « exercent en dernier un contrôle effectif » désignent les situations où la propriété ou le contrôle sont exercés par le biais d'une chaîne de propriété ou par tout autre forme de contrôle autre que directe.
CDD (Customer Due Diligence) Devoir de vigilance relative à la clientèle	Devoir de vigilance relative à la clientèle.
Correspondent Banking Correspondance bancaire	Le « Correspondent Banking » ou correspondance bancaire est la fourniture d'un compte courant ou d'un autre compte de passif et de services associés à une autre institution financière, y compris une société affiliée, utilisé pour l'exécution de paiements à tiers et pour le Trade Finance, ainsi que pour ses propres besoins de cash clearing, de gestion de trésorerie et de placement ou d'emprunt à court terme dans une devise donnée.
Customer/Client Client	Il est à noter que les deux termes anglais « customer » et « client » sont utilisés dans cette langue indifféremment tout en ayant la même signification dans le cadre du CBDDQ. Ils désignent les clients auxquels l'entité fournit des services financiers.
Customer Identification Identification du client	La collecte des informations transmises par le client qui permet à l'entité d'identifier et de comprendre son client. Le nombre de questions et leur complexité varient en fonction des exigences réglementaires locales et des politiques et procédures mises en œuvre par l'entité concernée.
Cross Border Remittances Transferts de fonds transfrontaliers	Opérations qui sont transférées en dehors de leur juridiction initiale d'émission. « Transférer » signifie envoyer de l'argent ou effectuer un paiement, et ce qui est envoyé est appelé un transfert. Les transferts peuvent être effectués via des virements bancaires, des mandats-espèces ou d'autres systèmes de paiement tels que la chambre de compensation automatisée (ACH = Automated Clearing House).
CTF LFT	Countering-terrorist financing (utilisé aussi au sens de Combating the financing of terrorism ou lutte contre le financement du terrorisme (LFT)). Programmes, stratégies et instruments permettant de stopper ou de démanteler les opérations de financement et de blanchiment d'argent du terrorisme international.
Currency Reporting Déclaration relative aux devises	Déclaration auprès de la banque centrale ou du régulateur retraçant les transactions en devises au-delà d'un certain montant ou les transactions liées dont la somme dépasse ce montant.

Digital currencies Monnaie numérique	Représentation numérique, sous forme de monnaie virtuelle (non fiduciaire) ou encore de monnaie électronique (fiduciaire), l'expression « monnaie virtuelle » étant le plus souvent utilisée pour exprimer cette notion. Pour plus d'informations, voir la définition « Monnaie virtuelle ».
Domestic / Cross Border Bulk Cash Delivery Transport de fonds domestique ou international	Transport de fonds par voie aérienne/terrestre/maritime visant à transporter de gros volumes de billets de banque d'une juridiction à une autre ou au sein même de la juridiction de l'entité.
Downstream Correspondent Banking/ Downstream Correspondent Clearing Comptes de Correspondance ou de Clearing « nichés »	Les comptes de correspondance nichés désignent l'utilisation d'une relation de correspondance bancaire par un certain nombre d'autres banques ou institutions financières au travers de leur relation avec le client direct de la banque Correspondante. Les banques ou établissements financiers tiers effectuent des transactions et peuvent accéder à d'autres services financiers sans être clients directs de la banque correspondante.
EDD (Enhanced Due Diligence) Devoir de vigilance renforcée	Devoir de vigilance renforcée.
Embassies/Consulates Ambassades/Consulats	Bureau de représentation d'un gouvernement (gouvernement souverain ou régional représenté par l'ambassade) dans un pays/territoire d'accueil pour lequel les hauts fonctionnaires/instances de contrôle sont nommés par le gouvernement ou pour lequel il existe un lien direct avec une ambassade via l'exploitation de comptes bancaires ou à travers l'exercice d'un contrôle de direction (par exemple, ambassade, consulat ou consulat honoraire, haut-commissariat, mission diplomatique, mission commerciale, ministère).
Extractive Industries Industries extractives	Secteur de l'extraction et de la gestion du pétrole, du gaz, des minéraux, des métaux, du charbon, des carrières, des pierres précieuses et autres ressources naturelles.
EU UE	Union Européenne
Expected Activity Activité envisagée	Explication claire de l'objet du compte, du produit ou du service. L'activité envisagée du compte et l'activité en cours sont des indicateurs clés permettant d'évaluer et de réaliser un monitoring transactionnel des activités des clients. La compréhension du fonctionnement du compte peut inclure la taille du compte et les montants, les transferts prévus, l'intention d'achat d'instruments monétaires et autres.
EWRA	Enterprise Wide Risk Assessment (évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise). Dans le cadre de ces questionnaires, les évaluations des risques à l'échelle de l'entreprise concernent la sécurité financière.

<p>FATF Recommendation 13 Recommandation 13 du GAFI</p>	<p>La recommandation 13 du GAFI établit : « En ce qui concerne les relations de correspondance bancaire transfrontalière et les autres relations similaires, les institutions financières devraient être obligées, en plus des mesures de vigilance normales relatives à la clientèle, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) rassembler suffisamment d'informations sur le correspondant afin de pleinement comprendre la nature de ses activités et d'évaluer, sur la base d'informations publiquement disponibles, sa réputation et la qualité du contrôle dont il est l'objet, ce qui implique notamment de savoir si le correspondant a fait l'objet d'une enquête ou de mesures de la part d'une autorité de contrôle en matière de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ; (b) évaluer les contrôles mis en place par le correspondant en matière de LBC/FT ; (c) obtenir l'autorisation de la haute direction avant d'établir de nouvelles relations de correspondance bancaire ; (d) comprendre clairement les responsabilités respectives de chaque institution ; (e) en ce qui concerne les comptes de passage, avoir l'assurance que le correspondant a appliqué des mesures de vigilance aux clients ayant un accès direct aux comptes de la banque correspondante et qu'il est en mesure de fournir les informations pertinentes s'y rapportant sur demande de la banque correspondante. Il devrait être interdit aux institutions financières d'établir ou de poursuivre une relation de correspondance bancaire avec des banques fictives. Les institutions financières devraient être obligées de s'assurer que les correspondants n'autorisent pas les banques fictives à utiliser leurs comptes. »
<p>FATF Recommendation 16 Recommandation 16 du GAFI</p>	<p>La recommandation 16 du GAFI établit : « Les pays devraient s'assurer que les institutions financières incluent les informations requises et exactes sur le donneur d'ordre ainsi que les informations requises sur le bénéficiaire dans les virements électroniques et autres messages qui s'y rapportent, et que ces informations accompagnent le virement électronique ou le message qui s'y rapporte tout au long de la chaîne de paiement. Les pays devraient s'assurer que les institutions financières surveillent les virements électroniques afin de détecter ceux qui ne comportent pas les informations requises sur le donneur d'ordre et/ou le bénéficiaire et qu'elles prennent les mesures appropriées. Les pays devraient s'assurer que, dans le cadre du traitement des virements électroniques, les institutions financières prennent des mesures de gel et devraient interdire la conduite d'opérations avec les personnes et entités désignées, conformément aux obligations des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies pertinentes, telles que la résolution 1267 (1999) et les résolutions ultérieures et la résolution 1373 (2001), relatives à la prévention et la répression du terrorisme et du financement du terrorisme. »</p>
<p>FCC Programme Dispositif FCC (sécurité financière)</p>	<p>Normes et contrôles de conformité des institutions financières en matière de sécurité financière permettant de se conformer aux normes internationales dans le but d'atténuer les risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme auxquels sont exposés les institutions financières par le biais des produits, de la clientèle et de la juridiction. Cette description s'applique également aux dispositifs de LCB, de sanctions et ABC (lutte contre la corruption), en se concentrant davantage sur les domaines de risques spécifiques.</p>

<p>Financial Crime Enterprise Wide Risk Assessment (EWRA) Évaluation des risques de sécurité financière à l'échelle de l'entreprise</p>	<p>L'évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise fournit une évaluation des risques inhérents à la lutte contre le blanchiment des capitaux (LCB) et aux sanctions, et une évaluation de l'efficacité de l'environnement de contrôle conçu pour atténuer ces risques, ainsi que du niveau de risque résiduel ou non mitigé. L'évaluation des risques de l'entreprise est généralement réalisée une fois par an et se présente comme une photo instantanée des risques et de leur gestion. Cette évaluation des risques de l'entreprise concerne tous les secteurs d'activité. Les résultats permettent d'établir des comparaisons entre les entreprises et les pays afin de garantir une approche cohérente d'évaluation et d'atténuation des risques et de pouvoir identifier les éventuels cas isolés. Une seule évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise peut couvrir la LCB, les sanctions et la lutte contre la corruption. Par ailleurs, si une évaluation des risques à l'échelle d'un groupe couvre toutes les succursales et entités de ce groupe, chaque succursale et chaque entité du groupe pourra ne pas effectuer sa propre évaluation.</p>
<p>Financial Markets Trading Opérations de marchés de capitaux</p>	<p>Comprend l'achat et la vente de produits des marchés financiers suivants : actions et titres, actions et obligations ; métaux précieux ; prêts / emprunts cash ; produits dérivés et produits structurés ; opérations de change et de marché interbancaire ; matières premières.</p>
<p>Foreign bank Banque étrangère</p>	<p>Une banque étrangère est une banque organisée conformément à une législation étrangère par rapport à la juridiction à partir de laquelle les services sont fournis. Une banque comprend des bureaux, des succursales et des agences de banques commerciales ou de sociétés fiduciaires, des banques privées, des banques nationales, des établissements d'épargne, des coopératives de crédit et autres organisations agréées en vertu des lois bancaires et supervisées par les autorités de contrôle bancaire de n'importe quel État.</p>
<p>Foreign branch Succursale étrangère</p>	<p>Une succursale étrangère est une succursale de banque située dans une juridiction autre que celle du siège de ladite banque et dans laquelle cette succursale est tenue de suivre à la fois la réglementation en vigueur dans son pays d'origine et dans son pays d'accueil.</p>
<p>G7</p>	<p>Le Groupe des sept (G7) est un groupe informel de pays démocratiques industrialisées qui se réunit chaque année pour discuter de questions telles que la gouvernance économique mondiale, la sécurité internationale et la politique énergétique. Ce groupe comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis.</p>
<p>Gambling Jeux d'argent</p>	<p>Activités au cours desquelles, généralement, un client parie ou risque une certaine valeur sur le résultat d'un jeu de hasard ou d'un futur éventuel événement qui se trouve hors de son contrôle ou de son influence, à la suite d'un accord ou d'une entente selon lesquels lui-même, ou une autre personne, recevra une certaine valeur en cas de résultat inconnu.</p> <p>Les activités de jeux de hasard comprennent les sociétés ayant un emplacement physique (par exemple, les casinos, les bookmakers, les opérateurs de machines à sous), les fabricants d'équipements de jeux de hasard, les entreprises de jeux de hasard en ligne et à distance, et les fournisseurs de logiciels et d'hébergement des jeux de hasard.</p>
<p>Government owned Organisme public</p>	<p>Une entité qui est détenue par un gouvernement avec une participation directe ou indirecte de 25 % ou plus.</p>
<p>Hold mail Poste restante</p>	<p>Les comptes de poste restante désignent des comptes pour lesquels le client a demandé à la banque qu'elle conserve pour son compte tous les documents jusqu'à ce qu'il les récupère. Ainsi, une personne pourrait utiliser l'adresse de la banque comme étant la sienne.</p>
<p>Immediate Shareholder Actionnaire direct</p>	<p>La société ou la personne inscrite au registre des actions ou sur tout autre support de document de propriété avec une propriété directe de l'entité, sans présence d'aucune société ou de personne entre elle et l'entité dans la structure de propriété.</p>

<p>Independent Testing Testing indépendant ou Audit</p>	<p>Testing indépendant périodique ou audit effectué par un auditeur interne ou externe. Celui-ci peut aussi recevoir l'assistance de parties externes indépendantes.</p> <p>Les tests doivent être effectués selon une approche par les risques et peuvent inclure : une évaluation de l'efficacité générale du dispositif de conformité, dont ses politiques, procédures et processus, un examen et une validation des mesures correctives prises à la suite des audits internes, auto-évaluations de conformité ou examens réglementaires précédents, un test des opérations fondé sur les risques, un examen de la formation du personnel, un examen de l'efficacité des systèmes de monitoring, d'identification et de déclaration des activités suspectes, etc.</p>
<p>Inherent Risk Risque inhérent</p>	<p>Risque qui est intrinsèquement lié au fonctionnement d'une activité. Le risque inhérent est associé à l'impact maximal plausible avant de tenir compte de l'efficacité des contrôles mis en œuvre.</p>
<p>International Cash Letter Cash letter internationale (remise de chèques)</p>	<p>La cash letter est un service de dépôt et de compensation qui donne accès aux systèmes de compensation. La cash letter permet à un client d'envoyer des instruments monétaires (chèques de banque/officiels/chèques de caisse/mandats, à l'exception des chèques de voyage et des mandats postaux nationaux reçus de clients internationaux) tirés sur des banques. Les canaux de remise sont les suivants : saisie d'un dépôt à distance, photo d'une cash letter, cash letter en format papier et saisie d'un dépôt à distance sur un appareil mobile.</p>
<p>Investment Banking Banque d'investissement</p>	<p>La banque d'investissement propose la souscription de titres de créance et de participations pour tous les types de sociétés, les services de fusions, acquisitions et réorganisations, les opérations de courtage de titres à la fois pour les clients institutionnels et les investisseurs privés.</p>
<p>Key controllers Dirigeants</p>	<p>Un dirigeant est une personne qui est désignée ou nommée pour exercer un contrôle direct sur l'entité du client, en participant à la gouvernance ou aux activités de direction du client. C'est lui qui fixe habituellement l'orientation stratégique de l'entité. Le titre donné à un dirigeant varie en fonction du type d'entité, du pays d'exploitation et du pays d'incorporation/d'enregistrement/d'immatriculation. Le plus souvent, le dirigeant est le directeur général, le directeur financier, l'associé gérant, le président du conseil d'administration ou les directeurs. Le contrôle est généralement exercé conjointement avec d'autres directeurs/cadres de direction.</p>
<p>KYC (Know Your Customer)</p>	<p>Connaissance client. Un processus à travers lequel l'institution financière collecte des informations pour mieux connaître son client et la nature de la relation.</p>
<p>Legal Entity Identifier (LEI) Identifiant d'entité juridique</p>	<p>L'identifiant d'entité j (IEL) est un identifiant unique attribué aux personnes morales, entités légales ou structures dont des entreprises, des associations caritatives et des fiducies (trusts). Il s'agit d'un code alphanumérique comprenant 20 chiffres qui permet d'identifier de façon unique les entités légales distinctes qui effectuent des opérations financières. Ce code est intégré dans un système mondial de données qui permet à chaque entité ou structure juridique participant à une opération financière, de pouvoir être identifiée quelle que soit la juridiction.</p> <p>La norme ISO 17442:2012 de l'Organisation internationale de normalisation précise les éléments qui composent les LEI.</p>

List Management Gestion des listes	Utilisation cohérente d'un certain nombre de listes applicables à l'entité, pour tous les outils de filtrage (par exemple, PPE, sanctions et informations négatives), avec chargement, distribution et activation des modifications dans les plus brefs délais, mise en œuvre de règles cohérentes d'utilisation de ces listes, y compris en matière de gouvernance des mises à jour, et des propriétaires autorisés pour ces mises à jour.
Low Price Securities Titres à bas prix	Titres émis par une très petite entreprise, à micro-capitalisation ou ayant une capitalisation boursière inférieure à 100 millions de dollars, et se négociant à moins de 5 dollars par action. Les penny stocks sont généralement cotées sur les marchés de gré à gré, tels que OTC Bulletin Board ou OTC Link LLC. Toutes les penny stocks ne sont toutefois pas négociées sur le marché de gré à gré et beaucoup sont négociées sur des bourses, y compris des bourses étrangères. Par ailleurs, la définition des penny stocks peut également inclure les sociétés privées sans cotation active sur le marché.
Management Information (M.I) Information de management	Données utilisées à des fins de reporting, par exemple volumes d'alertes, nombre de nouveaux clients, indicateurs de risque entre autres.
Marijuana	N'importe quelle partie de l'espèce végétale cannabis, qu'elle soit en croissance ou non, ses graines, la résine extraite de toute partie de la plante, y compris le haschisch et l'huile de haschisch, n'importe quel composé, fabrication, sel, dérivé, mélange ou préparation de la plante, de ses graines ou de sa résine. Cette définition ne désigne pas les tiges mûres de la plante, les fibres produites à partir des tiges, l'huile ou les gâteaux fabriqués à partir des graines de la plante, tout autre composé, fabrication, sel, dérivé, mélange ou préparation réalisé à partir des tiges mûres (à l'exception de la résine qui en est extraite), ou la graine stérilisée de la plante qui est incapable de germer.
Monetary Instruments Instruments monétaires	Les instruments monétaires utilisés dans le cadre de transfert de valeurs. Ils comprennent les chèques, billets à ordre, mandats et chèques de voyage.
Money Laundering Blanchiment de capitaux	Le blanchiment de capitaux désigne tout traitement de revenus issus de la criminalité ayant pour objectif de dissimuler leur origine illégale.
Multilateral Development Bank Banque de développement multilatérale	Désigne une institution financière qui fournit des financements pour le développement national. L'institution financière est constituée d'un groupe de pays et/ou d'institutions supranationales, composé de nations/entités à la fois donatrices et emprunteuses. Cette banque peut également proposer des conseils financiers sur des projets de développement.
MVTS (or MSB, or Exchange Houses, or Casa de Cambio) Services de transfert de fonds ou de valeurs	Les MVTS ou MSB désignent les services financiers, à l'exclusion des banques, qui acceptent les espèces, les chèques et autres instruments monétaires ou d'autres réserves de valeur et le paiement d'une somme correspondante en espèces ou sous une autre forme à un bénéficiaire au moyen d'une communication, d'un message, d'un transfert ou à travers un réseau de compensation dont fait partie le MVTS. Les transactions effectuées par ces services peuvent faire intervenir un ou plusieurs intermédiaires et un paiement final à un tiers, et peuvent inclure n'importe quel nouveau mode de paiement. Ces services sont parfois associés à des territoires particuliers et sont décrits par des termes spécifiques, tels que hawala, hundi et fei-chen.
Name Screening Filtrage des noms	Désigne le fait de filtrer les noms des clients (ainsi que ceux des membres du personnel ou des tiers prestataires de services) en les comparant aux listes fournies par les autorités compétentes concernées, au moment de l'entrée en relation mais aussi tout au long de la relation d'affaires

Non-account customers Client non titulaire d'un compte	Désigne une personne qui entre dans une agence pour effectuer une opération commerciale sans être titulaire d'un compte ou sans avoir la moindre relation financière avec l'institution financière (par exemple, encaisser un chèque sans avoir de compte dans la banque en question).
Non-Bank Financial Institution (NBFI) Institution financière non bancaire	Désigne les institutions qui sans être des banques proposent des services financiers. Exemples, parmi d'autres, d'institutions financières non bancaires : prestataires en valeurs mobilières ou en matières premières (par exemple, brokers/dealers, conseillers en investissement, fonds communs de placement, fonds spéculatifs ou traders en matières premières), prestataires de services de paiement (MSB), compagnies d'assurance, sociétés de prêt ou de financement, opérateurs de systèmes de cartes de crédit, autres institutions financières (par exemple, prêteurs sur gages).
Non-Government Organisations Organisations non gouvernementales	Une organisation non gouvernementale (ONG) désigne tout groupe de citoyens bénévoles, à but non lucratif qui est organisé à un niveau local, national ou international. Les objectifs et le mandat des ONG s'articulent autour de questions spécifiques comme les droits de l'Homme, l'environnement ou la santé. Les ONG proposent différents services dont des actions humanitaires, des conseils et la fourniture d'informations.
Non-resident Non-résident	Clients dont la résidence principale est située dans une juridiction différente du lieu dans lequel les services bancaires sont fournis.
On boarding Entrée en relation	Le processus de bout en bout qui établit la relation avec le client du point de vue du devoir de vigilance et de la sécurité financière.
OFAC (Office of Foreign Assets Control)	Organisme de contrôle financier qui dépend du Département du Trésor des États-Unis.
Offshore Banking License Licence bancaire offshore	Désigne une licence bancaire dont une des conditions est l'interdiction d'exercer des activités bancaires avec les citoyens ou en la devise du pays ayant délivré la licence.
Offshore customer Client offshore	Désigne un client dont la résidence/immatriculation principale est dans une juridiction autre que celle où l'entité est située.
OFSI (Office of Financial Sanctions Implementation)	Bureau des sanctions financières du Trésor britannique.
Ownership Structure Structure actionnariale	La liste complète des actionnaires, des entités intermédiaires et des bénéficiaires effectifs, y compris les pourcentages de détention.
Payable Through Accounts Comptes de passage	Comptes de correspondants, utilisés directement par des tiers pour réaliser des opérations pour leur propre compte.
Payment Service Provider (PSP) Prestataire de services de paiement (PSP)	Prestataires proposant des services pouvant inclure des virements, acquisition de paiements et émission des solutions prépayées. Un acquéreur de paiements est un tiers qui facilite et aide les commerçants à accepter des paiements. Dans le cadre des achats en ligne, les PSP fourniront divers modes de paiement, en particulier le débit direct, le virement bancaire, les transferts bancaires en temps réel au moyen de la banque en ligne et le paiement par carte de crédit. Un PSP peut se connecter à plusieurs banques acquéreuses ainsi qu'à des réseaux de paiement et de cartes. En faisant appel aux services d'un PSP, le commerçant devient moins dépendant des institutions financières pour gérer ses transactions. Également désignés comme prestataires de paiements tiers.

<p>PEP (Politically Exposed Person) PPE</p>	<p>Personne politiquement exposée (PPE). L'expression PPE nationales désigne les personnes physiques qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans le pays, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques. Les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions au sein de ou pour le compte d'une organisation internationale sont les membres de la direction, c'est-à-dire les directeurs, les directeurs adjoints et les membres du conseil d'administration et toutes les personnes exerçant des fonctions équivalentes.</p> <p>L'expression personnes politiquement exposées (PPE) étrangères désigne les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.</p>
<p>PEP Close Associate Personnes étroitement associées à une PPE</p>	<p>Les personnes étroitement associées à une PPE peuvent être des collègues très proches ou des conseillers personnels d'une PPE amplement et publiquement connus, et notamment les personnes intervenant en leur qualité de fiduciaire financier.</p>
<p>PEP controlled or owned Contrôlée ou détenue par une PPE</p>	<p>L'institution est contrôlée par une PPE si celle-ci occupe un poste de direction, directeur général, président, président directeur général, directeur financier ou une fonction équivalente. L'institution est détenue par une PPE si une PPE détient 25 % ou plus de l'institution.</p>
<p>PEP Screening Filtrage des PPE</p>	<p>Filtrage continu des PPE potentielles et gestion des alertes émises.</p>
<p>PEP Related Proches d'une PPE</p>	<p>Membres de la famille proche d'une PPE.</p>
<p>Periodic Review Revue Périodique</p>	<p>Examen continu des relations de l'entité, conformément à la réglementation locale et aux normes du secteur, qui comprend habituellement les mesures de connaissance et de vigilance (KYC/CDD) et l'examen de l'activité, en fonction du niveau de risque du client.</p>
<p>Precious metals and stones Métaux et pierres précieuses</p>	<p>Selon le FMI, il n'existe pas une définition unique des métaux et pierres précieuses. Toutefois et d'une manière générale, les pierres précieuses désignent les diamants, les émeraudes, les saphirs et les rubis, et les métaux précieux comprennent l'or, l'argent, le platine et les métaux platinoïdes.</p>
<p>Primary Financial Regulator Autorité principale de régulation financière</p>	<p>Une entité peut être supervisée par plusieurs régulateurs, en particulier si l'entité détient des succursales dans des juridictions autres que celle du siège social. Le régulateur financier principal sera le régulateur disposant de la plus grande autorité sur l'entité. Il est généralement basé dans la même juridiction que celle du siège social de l'entité.</p>
<p>Private banking Banque Privée</p>	<p>Le principe de banque privée comprend des services fournis par une banque à des particuliers fortunés dont les actifs sous gestion doivent atteindre un seuil minimal.</p>

Privately Owned Entité non cotée	L'entité est majoritairement détenue par une société privée ou des particuliers.
Prohibited Activities Activités interdites	Les activités que l'entité a classées comme « interdites » en raison de ses exigences réglementaires/juridiques ou parce que celles-ci ne répondent pas à l'appétit pour le risque de l'entité en matière de LCB. Les activités interdites ne sont pas acceptables par l'entité et peuvent aboutir à un refus d'un client ou à une rupture de relation avec le client, en fonction de l'approche basée sur le risque de l'entité. Voir la définition de « Activités Restreintes » pour davantage de précisions.
Public Official Personnalité publique	<p>Une personnalité publique peut faire partie de l'une des trois catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fonctionnaires et employés, élus ou nommés, de toute administration nationale, régionale, locale ou municipale, y compris les fonctionnaires et employés de tout département ou instance gouvernementale ; - les employés d'entités appartenant à l'État ou contrôlées par l'État - les cadres et les employés d'organisations publiques internationales. <p>Toute personne ayant une fonction traditionnellement associée à une administration doit être considérée comme une personnalité publique, quel que soit son grade ou son titre. Les personnalités publiques peuvent également être classées comme PPE.</p>
Quality Assurance Assurance qualité	La revue de l'assurance qualité consiste en des vérifications de routine des processus de contrôle qui ont pour objet de déterminer si les résultats des processus sont conformes aux objectifs de qualité fixés. À l'inverse des testings de conformité et de l'audit interne, l'assurance qualité n'est pas un processus indépendant mais s'assimile plutôt à une auto-évaluation.
Red light business / Adult entertainment Établissements/ Divertissements réservés aux adultes	L'expression divertissement pour adultes désigne toute entreprise dont les mineurs sont exclus et qui vend, loue ou expose du matériel sexuellement explicite, y compris, mais pas uniquement, les librairies pour adultes, les magasins de magazines pour adultes, les magasins qui vendent des jeux ou des dispositifs à caractère sexuel pour adultes, les cinémas pour adultes, les peep-shows pour adultes, les établissements où la danse nue ou seins nus se pratique ou est exposée régulièrement, ou toute autre activité similaire.
Regulated/unregulated charities Organismes de bienfaisance réglementés/non réglementés	Dans de nombreuses juridictions, les associations caritatives sont réglementées, agréées ou supervisées par une autorité/commission officielle. Certaines associations caritatives peuvent ne pas entrer dans le champ d'application de la réglementation, de l'agrément ou de la supervision, par exemple les trusts caritatifs.
Remote Deposit Capture Saisie à distance d'un dépôt	La saisie à distance désigne la possibilité de déposer des chèques et des instruments monétaires (par exemple des chèques de voyage ou des mandats) sur un compte bancaire à partir d'un lieu situé à distance, par exemple, un bureau ou un domicile, sans avoir à remettre physiquement le chèque à la banque. La saisie à distance permet aux clients d'une banque de scanner un chèque ou un instrument monétaire, puis de transmettre l'image scannée ou numérisée à l'institution. Les activités de numérisation et de transmission ont lieu dans des lieux situés à distance, notamment les succursales de la banque, les distributeurs automatiques, les correspondants nationaux et étrangers, et les lieux détenus ou contrôlés par des clients commerciaux ou particuliers.

Residual Risk Rating Niveau de risque résiduel	Le niveau de risque résiduel, compte tenu de l'efficacité actuelle de l'environnement de contrôle.
Restricted Activities Activités restreintes	Activités que l'entité a classées comme « restreintes » en raison de ses exigences réglementaires/juridiques ou parce que l'entité a un appétit pour le risque limité. Les activités restreintes peuvent être acceptables par l'entité si des contrôles supplémentaires sont mis en œuvre (par son client et/ou par l'entité). Voir la section « Activités interdites » pour davantage de précisions.
Retail Banking Banque de Détail	Désigne la prestation de services proposée par une banque aux particuliers et autres qui peuvent prétendre à cette catégorie de banque de détail, conformément aux réglementations locales.
RFIs (Request for Information) Demande de renseignements	Les demandes de renseignements RFI sont soumises aux clients dans le but d'obtenir des informations supplémentaires afin de faciliter la résolution des alertes relatives à la surveillance des transactions et au filtrage, ou d'autres demandes liées aux sujets FCC, y compris les demandes de renseignements externes venant d'autres IF.
Risk Tolerance Tolérance au risque	Le type et le niveau de risques qu'une institution financière peut, à court terme, devoir accepter ou choisir d'accepter au-delà de son appétit pour le risque. (L'appétit pour le risque représente le niveau et les types agrégés de risques qu'une IF est prête à accepter pour atteindre ses objectifs stratégiques).
Sanctions	Désignent les mesures économiques et/ou commerciales (par exemple, le gel des avoirs ou des interdictions du commerce) prises par un gouvernement ou une instance internationale dans le cadre d'un objectif de politique étrangère ou de sécurité nationale contre certaines juridictions ou des personnes ou entités ciblées. Parmi les autorités qui émettent des sanctions, on peut citer, entre autres, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor américain, le Conseil de l'Union européenne, l'Office of Financial Sanctions Implementation du Trésor britannique, le ministère japonais des finances et le Conseil de Sécurité des Nations Unies.
Sanctions List Liste de sanctions	Toutes les listes de ressortissants spécifiquement désignés ou de personnes ou entités désignées ou sanctionnées (ou équivalent) émises par une administration ou une autorité internationale de sanctions.
Service to walk-in customers (non-account holders / non account customers) Service aux clients occasionnels (non titulaires de compte / clients sans compte)	Désigne une personne qui entre dans une agence pour effectuer une opération commerciale sans être titulaire d'un compte ou sans de relation d'affaires avec l'institution financière (par exemple, encaisser un chèque sans avoir de compte dans la banque en question).
Screening Filtrage	Processus visant à vérifier des noms ou des informations en les comparant à des listes établies, par exemple, des listes de sanctions, de PPE, d'informations négatives, etc.

Section 311 designated FIs Institutions financières désignées par l'article 311	L'article 311 de l'USA PATRIOT ACT confère au secrétaire au Trésor américain le pouvoir, s'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de conclure qu'une juridiction, une institution, une catégorie de transaction ou un type de compte étranger constitue une « source importante de préoccupation en matière de blanchiment de capitaux », d'exiger des institutions financières et des agences financières nationales qu'elles prennent certaines « mesures spéciales » à l'encontre de l'entité constituant cette source principale de préoccupation en matière de blanchiment de capitaux.
Securities Services/Custody Services de titres/Conservation	Institution financière chargée de conservation des titres ou autres actifs d'un fonds commun de placement, d'un investisseur institutionnel, d'institutions financières ou d'un conseiller financier individuel. La prestation de services de conservation et de compensation peut également comprendre des services d'administration de fonds, de corporate trusts et d'agent.
Shell banks Banques fictives	Banque qui n'a pas de présence physique dans le pays dans lequel elle est établie et pour lequel elle est détentrice d'une licence et qui n'est pas affiliée à un établissement financier réglementé, soumis à un cadre de supervision consolidée. La « présence physique » dans un pays comprend la présence d'une direction dans le pays. La simple présence d'un agent local ou de personnel subalterne ne constitue pas une présence physique. Les shell banks peuvent être utilisées pour occulter l'identité de ses propriétaires/détenteurs sous-jacents.
Shell Companies Sociétés fictives	Une société qui n'a pas d'opérations, ou dont les actifs sont constitués uniquement de trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs nominaux. Une société fictive n'exerce pas activement d'activité et n'existe qu'en tant que véhicule pour les opérations commerciales d'une autre entreprise ou d'une personne.
Source of Funds Origine des fonds	L'origine des fonds d'un client désigne l'origine, les transferts de devises et les instruments financiers déposés sur le compte, ce qui comprend le montant qui doit être transféré au moment de l'entrée en relation.
Source of Wealth Origine du patrimoine	L'origine du patrimoine d'un client désigne l'activité économique sous-jacente qui a généré le patrimoine ou les actifs dont le client dispose.
Special use or concentration accounts Comptes à usage spécial ou comptes centralisateurs	Comptes détenus par une institution financière à son nom et utilisés pour regrouper les fonds de différents clients sur un seul compte centralisé. Ces comptes simplifient le traitement et le règlement des transactions de plusieurs clients, en principe le jour même, sans identifier individuellement les auteurs. Les comptes centralisateurs peuvent également être appelés comptes à usage spécial, comptes d'attente, comptes de règlement, comptes intra journaliers, comptes de nivellement et comptes groupés ou de recouvrement. Les comptes centralisateurs sont fréquemment utilisés pour faciliter les opérations en bloc pour la banque privée, les comptes de trust et de conservation, les transferts de fonds et les filiales internationales ou pour le traitement manuel interne des opérations des clients.
Sponsoring Private ATMs / Privately Owned ATM DAB privés	Les distributeurs automatiques de billets privés se trouvent généralement dans les commerces de proximité, les bars, les restaurants et les épiceries. Certaines organisations de vente indépendantes sont des opérateurs à grande échelle, mais de nombreux DAB privés appartiennent aux propriétaires des établissements dans lesquels ils sont installés. La plupart distribuent des espèces, mais certains ne délivrent qu'un reçu papier (scrip) que le client échange contre des espèces ou des marchandises. Les frais et les suppléments pour les retraits, associés aux activités additionnelles générées par l'accès des clients à un DAB, rendent l'exploitation d'un DAB privé rentable.

<i>Stored Value Instruments</i> Moyens de prépaiement	Les expressions « carte prépayée » et « stored value card » sont utilisées indifféremment dans le secteur des cartes de paiement. La carte physique est soit le moyen qui permet d'accéder à une valeur adossée à la carte à distance, soit à une valeur chargée sur la puce de cette même carte physique et accessible à partir de celle-ci (c'est-à-dire les cartes prépayées, également dénommées porte-monnaie électronique).
<i>Stripping of Payments / Wire Stripping</i> Stripping des paiements / Stripping des virements	Le procédé « stripping » est l'acte délibéré consistant à modifier ou à supprimer des informations d'un message ou d'une instruction de paiement, en dissimulant l'identité du donneur d'ordre/la destination du paiement ou la possibilité de les relier à des contreparties, des individus ou des pays sous sanctions.
<i>Subsidiary</i> Filiale	Une société est une « filiale » d'une autre société, sa « société holding », si cette autre société : (a) détient la majorité des droits de vote en son sein, (b) ou en est membre et a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de son conseil d'administration, (c) ou en est membre et contrôle seul, en vertu d'un accord avec les autres membres, la majorité des droits de vote en son sein, ou si elle est une filiale d'une société qui est elle-même une filiale de cette autre société. (2) Une société est une « filiale détenue à 100 % » par une autre société si elle n'a pas d'autres associés que cette autre société et ses filiales détenues à 100 % ou des personnes agissant au nom et pour le compte de cette autre société ou de ses filiales à 100 %.
<i>Suspicious Activity Reporting</i> Déclaration de soupçon	Élément de contrôle essentiel et exigence du dispositif de LCB, la déclaration de soupçon est effectuée auprès des autorités compétentes (services de détection et répression, régulateurs) lorsqu'une activité suspecte potentielle réalisée par un client est détectée indiquant un risque potentiel de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
<i>Terrorist Financing</i> Financement du terrorisme	L'expression financement du terrorisme désigne le financement d'actes terroristes, de terroristes et d'organisations terroristes.
<i>Third Party / Intermediary</i> Tiers/Intermédiaire	Un tiers est une entité légale à part qui propose un ou des services à l'entité répondante. Un tiers peut par conséquent être soit externe (par exemple, un fournisseur), soit interne (par exemple, une autre entité légale du groupe désignée comme société affiliée).
<i>Third Party Payment Processors or Aggregators</i> Tiers payeurs ou agrégateurs	Désignent les entreprises qui fournissent des prestations de services de traitement des paiements aux commerçants et autres entités commerciales. Ces transactions commerciales comprennent les paiements par carte de crédit, les paiements par carte de débit, les transactions couvertes par la chambre de compensation automatisée, les chèques créés à distance et les transactions par carte prépayée. Elles fournissent aux commerçants un portail vers les banques avec un accès aux systèmes de traitement et de compensation des transactions financières. Les agrégateurs interviennent au nom des commerçants qui collectent les paiements, et non au nom des clients des commerçants qui sont obligés d'effectuer les règlements pour les biens ou les services reçus.
<i>Three Lines of Defense</i> Trois lignes de défense	Structure de gestion des risques et de contrôle interne visant à garantir que les institutions financières atteignent leur objectif commercial tout en se conformant aux exigences réglementaires et légales, au-delà de leurs responsabilités envers les actionnaires, les clients et le personnel. Veuillez vous reporter à la définition des 1ère, 2ème et 3ème lignes de défense en début de glossaire.
<i>Trade Finance</i>	Confère le lien vers le document du Groupe Wolfsberg, de l'ICC et du BAFT sur les principes du Trade Finance. Le Trade Finance peut être décrit comme la fourniture de financements et de services par des institutions financières pour le transport de biens et de services entre deux points, soit à l'intérieur d'un pays, soit au-delà de ses frontières.

Transactional Banking Banque transactionnelle	La banque transactionnelle comprend les services suivants : gestion des flux, gestion de trésorerie et trade finance pour les entreprises et les institutions financières.
Transaction Monitoring Monitoring des transactions	Processus automatisé ou manuel de monitoring des transactions après leur exécution afin d'identifier les transactions inhabituelles, y compris le monitoring des transactions individuelles ainsi que des flux de transactions, en vue d'un examen ultérieur et, le cas échéant, une déclaration aux autorités.
Transaction Screening Filtrage des transactions	Le filtrage sanctions des transactions, y compris des parties impliquées dans les transactions. Il s'agit généralement de paiements transfrontaliers entrants et sortants, d'actions, d'obligations, de titres en général, ainsi que de prêts.
Ultimate Beneficial Ownership / Ultimate Shareholder Bénéficiaire effectif	Voir « Bénéficiaire effectif ». Les personnes physiques qui détiennent en dernier lieu la propriété de l'entité, telles que les actionnaires, les bénéficiaires d'un trust, les partenaires, entre autres.
Ultimate Parent Société mère ultime	L'entité détenant dans les faits la majorité des droits de vote sur l'entité.
UN	Nations Unies
Virtual currencies Monnaies virtuelles	Une représentation numérique de la valeur qui peut être échangée numériquement et qui fonctionne comme un moyen d'échange et/ou une unité de compte et/ou une réserve de valeur, mais qui n'a pas cours légal (c'est-à-dire que lorsqu'elle est présentée à un créancier, elle constitue une offre de paiement valide et légale) dans aucune juridiction. Elle n'est ni émise ni garantie par aucune juridiction, et ne remplit les fonctions ci-dessus que dans le cadre d'un accord au sein de la communauté des utilisateurs de la monnaie virtuelle. La monnaie virtuelle se distingue de la monnaie fiduciaire (alias « monnaie réelle », « argent réel » ou « monnaie nationale »), qui est la pièce de monnaie et le papier-monnaie d'un pays qui sont désignés comme ayant cours légal, qui circulent et qui sont habituellement utilisés et acceptés comme moyen d'échange dans le pays émetteur. Elle se distingue de la monnaie électronique, qui est une représentation numérique de la monnaie fiduciaire utilisée pour le transfert électronique de valeurs libellées en monnaie fiduciaire. Elle peut également être appelée « actif numérique ».
Watchlist/Watch List Liste de surveillance	La liste de surveillance est une liste compilée dans laquelle les institutions financières documentent les institutions, les personnes et les autres qui ne sont pas désignées mais qui pourraient constituer un risque de sécurité financière. Il peut s'agir de listes utilisées uniquement pour filtrer les transactions ou pour filtrer les données de tous les clients, du personnel et des fournisseurs de services tiers.
Wealth Management Gestion de patrimoine	La gestion de patrimoine au sens large implique l'optimisation du portefeuille d'un client en fonction de ses objectifs financiers et de son appétit au risque.